



La Commune



Manifeste contre le mandat d'arrêt européen

Biarritz

Abrogation des législations d'exception en Europe !

Pour l'abrogation du mandat d'arrêt européen tel qu'il existe !

Pour la liberté d'Aurore Martin !

La Cour d'Appel de Pau, puis la Cour de Cassation, ont validé le mandat d'arrêt européen délivré par les autorités espagnoles à l'encontre d'Aurore Martin, militante de nationalité française de l'organisation indépendantiste basque Batasuna. Elle risque 12 ans d'incarcération dans les prisons espagnoles pour s'être exprimée politiquement (dans des réunions, conférences de presse, médias) en tant que membre de Batasuna, organisation interdite en Espagne mais légale en France.

L'Etat français a accepté de remettre à un autre Etat Européen, l'Etat espagnol, l'une de ses ressortissantes pour des faits qu'il ne reconnaît pas lui-même comme illégaux, des faits qui relèvent des libertés élémentaires que sont les droits d'expression, de réunion, d'opinion. C'est d'autant plus inacceptable que les juridictions espagnoles demandant le transfert d'Aurore Martin sont des juridictions d'exception, et que des cas de torture ont été révélés et dénoncés par des organisations internationales (Human Rights Watch, Amnesty International, CPT...), en Espagne notamment à l'encontre des militant-e-s basques.

Sous le prétexte de la " lutte contre le terrorisme ", les Etats espagnol et français et leurs appareils judiciaires, criminalisent des expressions politiques. Ils accentuent la répression alors que la gauche Indépendantiste basque s'exprime et agit en faveur d'une résolution démocratique, politique et pacifique du conflit au Pays Basque.

L'application du mandat d'arrêt européen à Aurore Martin met en relief de façon aigüe son utilisation à des fins de

répression politique. Mais Aurore Martin n'en est pas la seule victime. De nombreuses militant-e-s basques de nationalité espagnole sont remis systématiquement aux autorités espagnoles pour des raisons identiques. Il s'agit de la même atteinte à ce droit démocratique qu'est l'expression politique.

Nous dénonçons cette entente entre les Etats pour museler les oppositions politiques. Nous dénonçons ce détournement du mandat d'arrêt européen, comme un instrument liberticide aux mains des Etats. Il s'applique aujourd'hui à Aurore Martin. Demain il pourrait s'appliquer à n'importe quel militant /militante politique ou syndical de l'espace européen.

Nous appelons l'ensemble des organisations et associations démocratiques à intervenir et à se mobiliser de façon unitaire sur ces revendications.

Premiers signataires

| **Alfonsi François** - Député Européen - Les Verts Europe Ecologie - **Amara Jean Claude** - Porte parole de Droits Devant!- **Barge Pierre** - Président de l'Association Européenne pour la Défense des droits de l'Homme - **Bastid Jean Pierre** - Ecrivain - **Baudoin Patrick** - Président d'honneur de la FIDH, coordinateur du groupe d'action judiciaire de la FIDH - **Bectarte Clémence** - Chargée de la coordination du groupe d'action judiciaire de la FID - **Benhotman Hafed** - Ecrivain - **Besancenot Olivier** - Membre du NPA- **Boislaroussie Jean Jacques** - Porte parole des Alternatifs- **Boumédiène Alima** - Sénatrice - Les Verts- **Bové José** - Député Européen - Les Verts Europe Ecologie - **Braouezec Patrick** Député de Seine-Saint Denis - Gauche démocrate et républicaine **Brignolle Jean** - Secrétaire général du Syndicat des Travailleurs Corses **Cassan Patrick** - Membre du NPA Paris- **Cognèras Cyril** - Conseiller municipal de Limoges - Les Alternatifs - **Collin Phippe** - Porte Parole Confédération Paysanne- **Coupé Annick** - Union syndicale Solidaires - **Coutrit Thomas** - Co-président d'Attac France- **Crinon Monique** - Sociologue et philosophe, présidente du réseau "initiative pour un autre monde" - **Dore Patricot** - Secrétaire général de l'union générale des travailleurs de Martinique UGTM- **Dreano Bernard** - Co-président de l'assemblée européenne des citoyens - **Dubois Jean Pierre** - Président de la Ligues des Droits de l'Homme - **Duflot Cecile** - Porte parole Les Verts Europe Ecologie - **Eyraud Jean Baptiste** - Militant Associatif - Fanon **Mendes France Mireille** - Présidente de la fondation Fanon Mendes France - **Fattorini Gianfranco** - Co-président du MRAP représentant permanent auprès de l'ONU- MRAP- **Gaillot Jacques Monseigneur** - **Goyetche Marie Pierre** - Présidente de l'Union Syndicale des travailleurs Kanaks et exploités l'USTK - **Grèze Catherine** - Députée Européenne - Les Verts Europe Ecologie - **Haoas Rock** - Union Syndicale des travailleurs Kanaks et exploités USTKE- **Herribey Jean-Marie** - Universitaire à Bordeaux, ancien président d'Attac France- **Hessel Stephane** - Ecrivain et juriste - **Jacquard Albert** - Ecrivain- **Kerfi Mina** - Union Syndicale des travailleurs Kanaks et exploités USTKE- **Leclerc Henri** - Président d'honneur de la LDH- **Lemonnier Corentin** - Syndicat des travailleurs de Bretagne - **Lesage de la Haye Jacques** - Ecrivain psychanalyste **Lespade Jean-Marc** - Maire de Tarnos - **Mahieux Christian** - Union syndicale Solidaires - **Mamère Noel** - Député - Les Verts - **Martin Myriam** - Porte Parole du NPA - **Massiah Gustave** - économiste, co-fondateur du CEDETIM, membre du conseil scientifique de ATTAC - **Mathieu Xavier** - Ancien délégué CGT entreprise Continal "CONTI" - **Menenger Nadia** - Journaliste écrivain - **Mosconi Alain** - Responsable National des transports STC- **Taelman Pascale** - Présidente du Syndicat des Avocats de France- **Paccou André** - Membre du Comité central de la LDH- **Poupin Christine** - Porte Parole du NPA- **Quirante Gael** - Membre du comité exécutif du NPA - **Rajfus Maurice** - Historien - **Renucci Dominique** - Présidente de la section LDH d'Ajaccio- **Soboul Edith** - Secrétaire fédéral Alternative Libertaire- **Stora Benjamin** - Historien- **Talamoni Jean Guy** -Elu à l'assemblée de Corse, président du groupe Corsica - **Tubiana Michel** - Président d'honneur de la LDH

- **Urtubio**

Lucio - Ecrivain, maçon - **Vallini André** - Député PS de l'Isère - Ancien président de la commission d'enquête d'Outreau -
Warenghen Gérard

Président de Partenia - **Zevaco Michèle** - Présidente du Comité central LDH Corse |

Modifié le lundi 25 juillet 2011

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble de prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont cessé de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>
